

# Liens capitalistiques des contreparties

*Affaire n° 20245313*

---

**Cahier des clauses techniques  
particulières  
(C.C.T.P)**

# Sommaire

---

<b>1.</b>	<b>ELEMENTS DE CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
1.1.	LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS .....	3
1.1.1.	<i>L'établissement public</i> .....	4
1.1.2.	<i>Direction des Finances et de la Politique Durable Groupe et Direction des Risques Groupe CDC</i> .....	5
1.1.2.1	Présentation de la Direction des Finances et de la Politique Durable Groupe (DFPD).....	5
1.1.2.2	Missions et actions de la DFPD.....	6
1.1.2.3	Présentation de la Direction des Risques Groupe (DRG).....	6
1.1.2.4	Missions et actions de la Direction des Risques Groupe .....	6
1.2.	LBP .....	6
1.2.1.	<i>L'établissement</i> .....	6
1.2.2.	<i>Banque des Entreprises et du Développement Local</i> .....	7
1.3.	BPIFRANCE.....	7
1.3.1.	<i>L'établissement</i> .....	7
1.3.2.	<i>Les métiers du groupe Bpifrance et leurs missions</i> .....	7
<b>2.</b>	<b>CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION .....</b>	<b>7</b>
2.1.	CONTEXTE PRECIS DE LA PRESTATION.....	7
2.2.	OBJET DE LA PRESTATION .....	8
2.3.	PERIMETRE DE LA PRESTATION .....	9
<b>3.</b>	<b>DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>9</b>
<b>4.</b>	<b>ACCES A LA BASE DE DONNEES :.....</b>	<b>10</b>

# 1. ELEMENTS DE CONTEXTE

---

## 1.1. LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

---

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un Groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il remplit ses missions en appui des politiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles.

Pour décliner ses missions et proposer une gamme complète d'accompagnements, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de **quatre métiers** et de **deux partenaires stratégiques**.

### **Le soutien aux projets des territoires**

Créée en 2018, la Banque des Territoires accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Avec 16 directions régionales, 37 implantations territoriales et deux filiales, CDC Habitat et la SCET, elle propose une offre complète en ingénierie et en montage de projet aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers, avec l'ambition d'agir pour des territoires plus durables et plus solidaires. La Banque des Territoires sécurise depuis 2011 les fonds gérés par l'Agrasc dans le cadre de saisies et confiscations pénales et a développé la conservation des actifs numériques après l'obtention, en 2021, d'un enregistrement auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en qualité de Prestataire de services sur actifs numériques (PSAN) ;

**Politiques sociales :** La **direction des politiques sociales (DPS)** de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie des Français. Tiers de confiance, elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale, en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. Gestionnaire de 66 fonds et mandats, partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les **gestions d'actifs (GDA)** gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts (obligations, actions, non coté, immobilier, forêts, etc.), issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public (avec 288 Md€ d'encours d'actifs sous gestion) et premier investisseur sur les PME françaises cotées, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales (CDC Croissance, La Société Forestière, CDC Investissement Immobilier), dans une perspective de long terme et responsable.

La **gestion des participations stratégiques (GPS)** gère les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la position actionnariale de la CDC ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales, tout en coordonnant les priorités entre le Groupe et ses filiales. Investisseur de long terme, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent les missions d'intérêt général.

Nos deux partenaires stratégiques sont Bpifrance et le Groupe La Poste :

**Bpifrance** est une banque publique d'investissement détenue par la Caisse des Dépôts et l'État qui a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française, en appui des politiques publiques. Elle finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération pour les start-up, PME et ETI.

Intégré au périmètre de consolidation financière du groupe Caisse des Dépôts depuis mars 2020, le **Groupe La Poste** accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à leurs besoins. A travers ses quatre missions de services publics (courrier, services bancaires pour tous, aménagement du territoire via présence postale, presse) il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société.

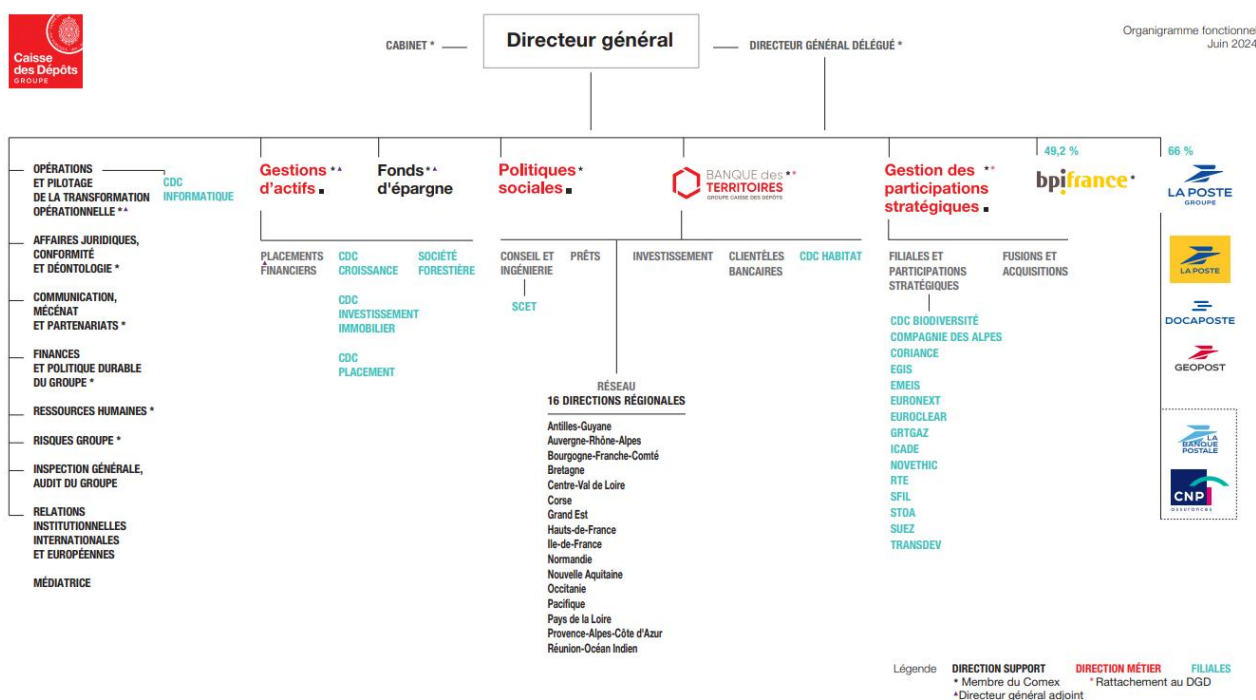
### 1.1.1. L'établissement public

Le Groupe compte près de 350 000 collaborateurs dans le monde dont près de 7 500 pour l'Établissement Public (EP). Son bilan social agrégé atteint 1360 Md€, et sa contribution au budget de l'Etat était de 2,5 Md€ en 2023.

Pour mettre en œuvre ses différents métiers, la Caisse des Dépôts s'appuie sur l'établissement public organisé autour de fonctions transversales et de directions opérationnelles.

- Les directions opérationnelles :
  - La Banque des territoires composée de :
    - ✓ La direction des clientèles bancaires
    - ✓ La direction de l'investissement
    - ✓ La direction des prêts
    - ✓ La direction du réseau
    - ✓ La Scet
    - ✓ CDC Habitat
  - La direction des gestions d'actifs
  - La direction des politiques sociales
  - La direction de la gestion des participations stratégiques
- Les fonctions transversales :
  - Affaires juridiques, conformité et déontologie
  - Communication, mécénat et partenariats
  - Finances et politique durable du Groupe
  - Fonds d'épargne
  - Inspection générale, audit du Groupe
  - Opérations et pilotage de la transformation opérationnelle
  - Relations institutionnelles, internationales et européennes
  - Ressources humaines
  - Risques

Pour plus d'informations : [www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)



Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations. A ce titre, dans une démarche d'amélioration continue, la Caisse des Dépôts accentue sa politique d'égalité et de diversité et s'est engagée, pour rendre officiel son engagement et le faire évaluer par un tiers, dans une démarche visant à obtenir le double label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes / Diversité.

### 1.1.2. Direction des Finances et de la Politique Durable Groupe et Direction des Risques Groupe CDC

#### 1.1.2.1 Présentation de la Direction des Finances et de la Politique Durable Groupe (DFPD)

La direction financière est organisée en 6 départements et 3 services :

- Le Département Gestion des bilans qui a notamment en charge le pilotage des indicateurs ALM du groupe tout en poursuivant une gestion optimisée des bilans (liquidité, taux, change, solvabilité). Il assure, entre autres, la production des états réglementaires relatifs à la solvabilité et aux grands risques.
- Le Département Gestion comptable et réglementaire permet de garantir la sincérité et la régularité des comptes de la CDC. Il veille au bon déroulement de l'ensemble des opérations financières et comptables et de leur correcte retranscription dans les états financiers et réglementaires.
- Le Département Performance économique et financière.
- Le Département Études et conjonctures économiques et financières permet de produire et suivre le cadrage grâce à l'analyse de la conjoncture économique et financière à l'aide d'outils. Il élabore des travaux prudentiels, répond aux régulateurs, aide au pilotage et organise des conférences économiques.
- Le Département Politique durable groupe permet de coordonner la politique développement durable du Groupe et de veiller à la cohérence de ses engagements en matière d'environnement, de climat et de biodiversité.
- Le Département Projets SI et data accompagne les départements de DFIN sur les projets SI et met en œuvre l'organisation Data.
- Le Service Planification stratégique et synthèse groupe qui assure la programmation financière, le plan stratégique et financier à moyen terme ainsi que le pilotage des Business Unit.
- Le Service Appui, performance et transformation pilote le budget et garantit la sécurité juridique de nos engagements. Il est en appui des directions sur l'ensemble des fonctions affaires générales. Il développe et encourage les pratiques innovantes au sein de la direction.
- Le Service Emissions moyen Long terme, prêts et ingénieries.

### 1.1.2.2 Missions et actions de la DFPD

Au titre de ses missions de pilotage, la Direction des Finances du Groupe :

- Garantit la solidité financière et prudentielle du Groupe en établissant chaque année une trajectoire d'investissement sous la forme d'une programmation financière pluriannuelle à 5 ans à partir d'hypothèses macro-économiques communes et en pilotant les équilibres de solvabilité et de liquidité
- Assure les financements de marché de court, moyen et long terme
- Elabore le cadre de pilotage économique, au service des 5 métiers et dans une vision transverse aux bilans de la Section générale et du Fonds d'épargne
- Construit le plan stratégique à moyen terme du Groupe
- Assure la production et le pilotage des résultats comptables en visions sociale et consolidée
- Produit pour le régulateur les états financiers et les ratios réglementaires
- Coordonne le pilotage des politiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) du Groupe, et notamment sa contribution aux objectifs de développement durable (ODD), dans la définition et le reporting de celles-ci
- Pilote l'ensemble des projets SI de la direction et définit et met en œuvre l'organisation DATA en relation avec la DSI.

### 1.1.2.3 Présentation de la Direction des Risques Groupe (DRG)

La direction des risques du Groupe (DRG), créée en septembre 2018, a pour mission d'évaluer, de piloter et de maîtriser les risques du Groupe, et notamment :

- Risques financiers (risque de crédit, risques de marché et de taux), notamment de la Gestion d'actifs et de la Banque des territoires ;
- Risques de bilan de la Section générale et du Fonds d'épargne ;
- Risques de modèle ;
- Risques liés à la sécurité des systèmes d'information.

### 1.1.2.4 Missions et actions de la Direction des Risques Groupe

Elle assure la coordination du cadre de gouvernance, de mesure et de maîtrise des risques du Groupe. Elle assure un suivi et un reporting de la gestion des risques sur les périmètres de l'Etablissement public et du Groupe.

Elle assure la préparation et l'actualisation du dispositif d'appétence au risque du Groupe CDC en lien avec les directions financières.

## 1.2. LBP

---

### 1.2.1. L'établissement

Créée en 2006, La Banque Postale est aujourd'hui un grand groupe international de bancassurance, 12ème de la zone euro par la taille de son bilan. Son modèle d'affaires diversifié lui permet d'accompagner en France 18 millions de clients particuliers, entreprises et acteurs du secteur public local avec une offre complète accessible à tous.

Filiale du groupe La Poste, elle est une banque de proximité, présente sur tout le territoire. Forte de son identité citoyenne, et de son statut d'entreprise à mission, elle agit au service d'une transition juste, répondant aux enjeux environnementaux, sociétaux, territoriaux et numériques.

En 2024, elle a engagé une transformation stratégique de son modèle au service d'une performance durable.

### 1.2.2. Banque des Entreprises et du Développement Local

La BEDL a développé un certain nombre d'expertises : l'offre de financement structurés, l'offre de financement d'actifs et de projets, les financements de projet et d'immobilier, l'affacturage, le Leasing mobilier (crédit-bail, crédit-bail mobilier vert, cession de contrat) et s'organise pour devenir d'ici 2030 la banque citoyenne leader des financements structurés et des flux. La création d'un pôle de structuration et de syndication la fera monter en gamme sur les financements spécialisés. Dans le cash management, activité historique de la Banque, la nouvelle Direction transaction banking regroupera les experts "terrain" et les concepteurs de produits pour accompagner les acteurs économiques dans leur digitalisation et la sécurisation des opérations.

## 1.3. Bpifrance

---

### 1.3.1. L'établissement

Bpifrance finance les entreprises de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse en passant par la transmission, en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance les accompagne aussi à l'export, en partenariat avec Business France, et dans leurs projets d'innovation. Avec Bpifrance, les entreprises bénéficient d'un interlocuteur puissant, proche et efficace pour répondre à leurs besoins de financement, à chaque étape de leur vie. Bpifrance, dont les deux actionnaires à parts égales sont l'État et la Caisse des dépôts, agit en appui des politiques publiques conduites par l'État et par les Régions.

### 1.3.2. Les métiers du groupe Bpifrance et leurs missions

En vue de soutenir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie, les différents métiers du groupe Bpifrance, dont la société Bpifrance est la société tête de groupe, ont pour mission de favoriser l'innovation, le développement, l'internationalisation, la mutation et la transmission des entreprises, en contribuant à leur financement en prêts et en fonds propres et en développant une offre de services d'accompagnement.

## 2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION

---

### 2.1. Contexte précis de la Prestation

---

Pour la CDC :

Dans le cadre de la gestion du risque, le groupe Caisse des dépôts doit récupérer les liens financiers (capitalistiques / actionnaires) de ses clients personnes morales afin de constituer les Groupes de clients liés (cf EBA/GL/2017/15 - *Orientations concernant les clients liés au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 39, du règlement (UE) n° 575/2013*) et ainsi consolider le risque financier au sein du portefeuille client.

Le contexte de la prestation s'étend à l'ensemble des entités d'un groupe de clients liés quelle que soit son origine géographique et **prioritairement pour les liens ascendants** (la.es mère.s d'une entité dont le numéro SIREN a été fourni).

#### **Pour LBP :**

Dans le cadre de la KYC, de prospection ou calcul de lien étroits, la Banque Postale doit récupérer les liens financiers (capitalistiques / actionnaires) afin de constituer une vision Groupe de ces clients ou de ces potentiels clients.

Le contexte de la prestation s'étend au-delà des clients puisque nous souhaitons avoir les liens capitalistiques des sociétés têtes de groupe Grandes Entreprises (CA > à 1.5 mds par exemple).

#### **Pour Bpifrance :**

Bpifrance recherche un fournisseur de données liens capitalistiques afin de mener à bien son activité bancaire et fiabiliser sa connaissance client. Les données liens capitalistiques jouent un rôle crucial dans l'identification et la mise à jour régulière des groupes de clients liés mais aussi dans le cadre du suivi de notre portefeuille. La bonne connaissance client est un prérequis au démarrage de toute demande de financement. Elle permet la prise de décision éclairée dans nos opérations d'octroi, de gestion et de fiabiliser nos reportings.

## **2.2. Objet de la prestation**

---

Le présent accord-cadre a pour objet l'obtention des liens capitalistiques/financiers entre les contreparties à partir d'un numéro SIREN d'une société établie en France ou d'un critère métier (par exemple chiffre d'affaires supérieur à 1 million d'€).

L'ensemble des liens sont attendus pour une contrepartie (avec en priorité les liens ascendants).

Par liens capitalistiques sont entendus toute forme de détention, directe, indirecte ou croisée, par une entité du pourcentage de capital d'une société.

Cette détention peut relier plusieurs entités et les membres du groupement tiennent à distinguer les types suivants : personne morales, personne physique, fonds d'investissement et autre.

À partir d'une entité interrogée et de ses liens, il est possible de classer les autres entités en 3 catégories, indépendamment de leur type :

- La tête de groupe ou société mère qui est définie comme l'entité la plus haute assurant un rôle prépondérant et le plus souvent, n'ayant pas d'actionnaire personne morale au-dessus d'elle
- Les actionnaires qui détiennent directement ou indirectement cette entité interrogée
- Les participations qui sont les entités détenues directement ou indirectement par cette entité interrogée

Pour chaque lien capitalistique, les données obligatoires demandées sont :



- Identifiant unique du lien
- Identifiant de l'entité amont
- Identifiant de l'entité aval
- Pourcentage de détention du capital
- Date d'actualisation du lien
- Date de publication de la source
- Source du lien

### 2.3. Périmètre de la prestation

---

Le périmètre portera sur la mise à disposition pour le Groupe Caisse des dépôts **environ 200 000 à 350 000 SIREN** pour lesquels l'ensemble des liens, incluant la tête de groupe, sont attendus.

La prestation doit prendre en compte l'ensemble des sociétés mères ou filles même si celles-ci ne sont pas localisées en France afin d'avoir l'arborescence la plus exhaustive possible.

Les liens transmis par le Titulaire doivent pouvoir remonter jusqu'à 20 niveaux sur les contreparties concernées.

Il doit également être possible de récupérer directement la tête de groupe à partir de l'entité interrogée.

Chaque entité pourra émettre un bon de commande en fonction de ses besoins, quel que soit la direction, ou service de l'entité concerné, sans surcoût supplémentaire.

## 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

---

Les données attendues sont les suivantes :

→ **Pour les personnes morales :**

Les données sont attendues dans l'ordre énoncé ci-dessous :

- 1) Numéro SIREN
- 2) Numéro LEI
- 3) Numéro EUID le cas échéant
- 4) Identifiant de la contrepartie interne au fournisseur
- 5) Raison sociale en dénomination longue
- 6) Attribut spécifique au fournisseur de données
- 7) Identifiant de la contrepartie/Tête de groupe interne au fournisseur
- 8) Raison sociale en dénomination longue de la tête de groupe
- 9) Niveau de la tête de groupe ou rang de la tête de groupe (1 : mère, 2 : grand-mère, ...)
- 10) Numéro SIREN de l'actionnaire de l'actionnaire initial s'il est présent
- 11) Identifiant de la contrepartie actionnaire de l'actionnaire interne au fournisseur
- 12) Raison sociale en dénomination longue de l'actionnaire de l'actionnaire
- 13) Pourcentage de détention entre la contrepartie initiale et son actionnaire direct
- 14) Identifiant du registre du commerce étranger s'il est présent
- 15) Code pays de l'actionnaire en norme ISO3166

- 16) Ville de l'actionnaire
- 17) Identifiant du registre du commerce étranger de l'actionnaire de l'actionnaire
- 18) Code Pays suivant la norme ISO 3166 de l'actionnaire de l'actionnaire
- 19) Ville de l'actionnaire de l'actionnaire
- 20) Attribut spécifique lié au besoin du fournisseur de données
- 21) Numéro ou identifiant (SIREN ou LEI) de la tête de groupe
- 22) Adresse suivant la norme ISO 20022

**Pourra être également demandé :**

→ Pour les entités **personne physiques**, les données obligatoires sont :

- Prénoms
- Nom de famille
- Préfixe
- Adresse de naissance
- Date de naissance
- Code ISO2 du pays de naissance
- Pourcentage de détention entre la contrepartie initiale et son actionnaire direct

→ Pour les **fonds d'investissements**, les données obligatoires sont :

- Son ISIN
- Son LEI
- Son adresse suivant la norme ISO 20022
- Sa taille
- Pour un fond français, son code GECO dans la base de l'AMF.

## **4. ACCES A LA BASE DE DONNEES :**

---

**Fréquence de mise à jour :**

La consultation des données et leurs téléchargements pourra être (tarification BPU):

- trimestrielle
- mensuelle
- hebdomadaire.

En complément, la possibilité de recevoir des flux quotidiens lorsqu'il y a une modification (mécanisme de surveillance).

**Modalités de transmission des données fournies par le Titulaire** : accès à une base de données ou fichier en **FTP/CFT/API**.

**Délais de transmission** : à partir de la mise à disposition des numéros SIREN, le fournisseur de données devra pouvoir fournir le résultat dans :

- pour un flux stock supérieur à 20 000 SIREN dans les **24 h ouvrées après demande**,
- pour toute demande inférieure à 20 000 SIREN, **le fichier reçu avant 16h devra être disponible pour le jour ouvré suivant avant 6h (A.M)**.

**Point d'attention** : le Titulaire de données doit mettre à disposition une base de recette afin de valider le processus de production et d'interrogation ainsi qu'à chaque fois que cela sera nécessaire pour des évolutions internes ou du fournisseur de données dans la limite du raisonnable.